13e année
numéro 245

25 avril 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

L'Espagne révolutionnaire et la politique de collaboration
(Lettre de Camillo Berneri à Federica Montseny)

Les social-traîtres et la perte d'Irun
par R. LOUZON

Ce que sont devenus les syndicats en Russie
par M. YVON

La victoire de Van Zeeland
par I. METT

Un nouveau témoignage
par A. BALABANOFF

Après le C. C. N.
par M. CHAMBELLAND

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 245

(25 avril 1937)

L'Espagne révolutionnaire et la politique de collaboration (Lettre de Camillo Berneri à Federica Montseny).
Les social-traîtres et la perte d'Irun .... R. LOUZON.
Un nouveau témoignage .... BALABANOFF.
Ce que sont devenus les syndicats en Russie .... YVON.
Staline qu'as-tu fait de tes frères? .... YVON.
La victoire de Van Zeeland .... I. METT.
La police française au service de Mussolini ....
L'Indochine sous la botte fasciste.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Après le C.C.N. — Où va-t-on? — Une caisse de grève. — Plus de congrès? — Haro sur les Techniciens! — Stérilité. M. CHAMBELLAND.

LIVRES ET REVUES

« Heures maudites » d'Antoine Guasson, et « Immobilisto » de Jean Praux, par A. RICHARD.

FAITS ET DOCUMENTS

Une résolution du Comité national de la Fédération des métaux.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LETTRE [1] DE CAMILLO BERNERI

A FEDERICA MONTSENY

L'Espagne révolutionnaire et la politique de collaboration

Je n'ai pu accepter calmement l'identité affirmée par toi entre l'anarchisme bakouniniste et le républicanisme fédéraliste de Pi y Margall. Je ne te pardonne pas d'avoir écrit « *qu'en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur, etc.* ». Et j'ai applaudi à la réponse de Voline dans « Terre Libre », à tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe.

Mais ce n'est pas de cela que je veux t'entretenir. De ces choses-là et de bien d'autres choses, à nous, j'espère un jour ou l'autre te parler directement. Si je m'adresse à toi, publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler à des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais :

Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne.

Eh bien, camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà.

Là où, comme au Pays Basque, dans le Levant et en Castille, notre mouvement n'est pas imposé par des *forces de base*, autrement dit par de vastes cadres syndicaux et par l'adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement est à Valence et c'est de là que partent les gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux des révolutionnaires formés pour la défense. On évoque Casas-Viejas en songeant à Vilanesa (2). Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes ; ce sont encore eux qui à l'arrière doivent *contrôler* les « incontrôlables », autrement dit désarmer les noyaux révolutionnaires pourvus de quelques fusils et de quelques revolvers. Ceci se passe tandis que le front intérieur n'est pas liquidé. Ceci se produit au cours d'une guerre civile dans laquelle toutes les surprises sont possibles et dans des régions où le front est bien proche, extrêmement découpé et n'est pas *mathématiquement* certain. Ceci, tandis qu'apparaît avec évidence une distribution *politique* des armes tendant à n'armer que du strict nécessaire (« strict nécessaire » qui, souhaitons-le, apparaîtra comme suffisant) le front d'Aragon, escorte armée de la collectivisation agraire et contrefort du Conseil d'Aragon, et la Catalogne, l'Ukraine ibérique. Tu es dans un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, tandis que, dès juillet 1936, il aurait été nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Je m'imagine, ce que toi, anarchiste, tu dois penser de cette affaire aussi ignoble que stupide ; mais je crois que l'heure est venue de faire savoir que toi et les autres anarchistes ministres n'êtes pas d'accord quant à la nature et à la teneur de pareilles propositions.

Le 24 octobre 1936, j'écrivais dans « Guerra di Classe » :

La base d'opération de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoques annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains, suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts, etc...).

Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection. Valence continue la politique de Madrid. Il faut que celle-ci change. Et pour la changer, il faut dire clairement et fortement toute sa pensée propre, parce qu'à Valence des influences agissent tendant à pactiser avec Franco.

Jean Zyromski écrivait dans le « Populaire » du 3 mars :

(1) Cette lettre est tirée de « Guerra di Classe » du 14 avril 1937 (organe de l'Union Syndicale Italienne, adhérant à l'A.I.T.) paraissant à Barcelone. Elle porte la signature de Camillo Berneri, militant anarchiste italien très connu, agissant depuis des mois comme délégué politique auprès du bataillon Errico Malatesta, et est adressée à Federica Montseny, membre du Comité Péninsulaire de la F.A.I. et ministre de l'Hygiène et Assistance sociale dans le gouvernement de Valence. Le texte est reproduit quasi-intégralement : il ne manque que l'introduction : elle servait uniquement à éliminer toute animosité personnelle du débat engagé en affirmant l'amitié et l'estime du signataire envers sa correspondante. — L. NICOLAS.

(2) Vilanesa, petit village espagnol où plusieurs militants de la C.N.T. furent massacrés après que leur local syndical fut saccagé, il y a à peine quelques semaines. (N. du Tr.)

Les manœuvres sont visibles et elles visent à la conclusion d'une paix qui, en réalité, signifierait non seulement l'arrêt de la Révolution espagnole, mais encore l'annulation des conquêtes sociales réalisées.

Ni Caballero, ni Franco, *telle serait la formule qui exprimerait sommairement une conception qui existe, et je ne suis pas sûr qu'elle n'ait pas la faveur de certains milieux politiques, diplomatiques et même gouvernementaux en Angleterre et aussi en France.*

Ces influences, ces manœuvres expliquent différents points obscurs : par exemple l'inactivité de la flotte de guerre loyaliste. La concentration des forces provenant du Maroc, la piraterie du *Canarias* et du *Baleares*, la prise de Malaga sont les conséquences de cette inactivité. Et la guerre n'est pas finie ! Si Prieto est incapable et indolent, pourquoi le tolérer ? Si Prieto est lié par une politique, qui paralyse la flotte, pourquoi ne pas dénoncer cette politique ?

Vous, anarchistes ministres, vous tenez des discours éloquents et vous écrivez des articles brillants, mais ce n'est pas avec ces discours et ces articles que l'on gagne la guerre et que l'on défend la Révolution. Celle-là se gagne et celle-ci se défend en permettant de passer de la défensive à l'offensive. La stratégie de position ne peut s'éterniser. Le problème ne peut se résoudre en lançant des mots d'ordre : mobilisation générale, des armes aux fronts, commandement unique, armée populaire, etc., etc. Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé.

La « Dépêche de Toulouse » du 17 janvier écrivait :

La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur est de rétablir l'autorité de l'Etat sur celle des groupes et sur celle des incontrôlables de toute provenance.

Il va de soi que lorsque pendant des mois on cherche à annihiler les « incontrôlables », on ne peut résoudre le problème de la liquidation de la Cinquième colonne (3). La suppression du front intérieur a pour condition première une activité d'investigation et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique intérieure de collaboration entre les classes et de considération envers les classes moyennes conduit inévitablement à la tolérance envers les éléments politiquement équivoques. La Cinquième colonne est constituée non seulement par les éléments appartenant à des formations fascistes, mais aussi par tous les mécontents qui souhaitent une république modérée. Or, ce sont ces derniers éléments qui profitent de la tolérance des chasseurs d' « incontrôlables ».

La liquidation du front intérieur était conditionnée par une activité ample et radicale des comités de défense constitués par la C.N.T. et L'U.G.T.

Nous assistons à la pénétration dans les cadres dirigeants de l'armée populaire d'éléments équivoques n'offrant pas les garanties d'une organisation politique et syndicale. Les comités et les délégués politiques des milices exerçaient un contrôle salutaire qui, aujourd'hui, est affaibli par la prédominance de systèmes d'avancement et de promotion strictement militaires. Il faut renforcer l'autorité de ces comités et de ces délégués.

Nous assistons au fait nouveau, et pouvant entraîner des conséquences désastreuses, fait suivant lequel des bataillons entiers sont commandés par des officiers qui ne jouissent plus de l'estime et de l'affection des miliciens. Ce fait est grave parce que la valeur de la majorité des miliciens espagnols est directement proportionnelle à la confiance dont jouit leur propre commandant. Il est donc nécessaire de rétablir l'éligibilité directe et le droit de destitution par ceux d'en bas.

Je pourrais continuer.

Une grave erreur a été commise en acceptant les formules autoritaires, non pas parce que celles-ci étaient telles au point de vue forme; mais parce qu'elles renfermaient d'énormes erreurs et des buts politiques qui n'avaient rien à faire avec les nécessités de la guerre.

J'ai eu l'occasion de parler à des officiers supérieurs italiens, français et belges et j'ai constaté que ceux-ci démontrent avoir des nécessités *réelles* de la discipline une conception beaucoup plus moderne et rationnelle que certains néo-généraux prétendant être des *réalistes.*

Je crois que l'heure est venue de constituer l'armée confédérale, comme le parti socialiste a constitué sa propre troupe : le 5e régiment des milices populaires. Je crois que l'heure est venue de résoudre le problème du *commandement unique* en réalisant effectivement *l'unité de commandement* qui permette de passer à l'offensive sur le front d'Aragon. Je crois que l'heure est venue d'en finir avec les milliers de gardes civils et des gardes d'assaut qui ne vont pas au front parce qu'ils servent à contrôler les « incontrôlables ». Je crois que l'heure est venue de créer une sérieuse industrie de guerre. Et je crois que l'heure est venue d'en finir avec certaines bizarreries flagrantes : comme celles du respect du repos dominical et de certains « droits aux ouvriers » sabotant la défense de la Révolution.

Il faut, avant tout, maintenir élevé l'esprit des combattants. Louis Bertoni, interprétant les sentiments exprimés par différents camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a pas longtemps :

La guerre d'Espagne, dépouillée ainsi de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est plus qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut combattre pour éviter l'extermination que se propose la ploutocratie mondiale. Elle reste une terrible question de vie ou de mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité. On dira que tout n'est pas encore perdu; mais en réalité, tout est menacé et investi; les nôtres tiennent un langage de renonciateurs, le même que tenait le socialisme italien lors de l'avance du fascisme: Gare aux provocations! Calme et sérénité! Ordre et discipline! Toutes choses qui pratiquement se réduisent au laisser-faire. Et comme en Italie le fascisme finit par triompher, en Espagne, l'antisocialisme en habit républicain ne pourra que vaincre, à moins qu'il ne se produise des événements qui échappent à nos prévisions. Il est inutile d'ajouter que nous

(3) Cinquième colonne : nom donné dans la presse espagnole à l'ensemble des organisations fascistes existant à l'arrière du front républicain. (N. du Tr.)

constatons simplement, sans condamner les nôtres; nous ne pourrions dire comment la conduite de ceux-ci pourrait être différente et efficace, aussi longtemps que la pression italo-allemande grandit sur le front et celle des bolcheviko-bourgeois croît à l'arrière-garde.

Je n'ai pas la modestie de Louis Bertoni. J'ai la prétention d'affirmer que les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente de celle qui prévaut; je prétends pouvoir, en capitalisant ce que je sais des expériences des diverses grandes révolutions récentes et ce que je lis dans la presse libertaire espagnole elle-même, conseiller quelques lignes de conduite.

Je crois que tu dois te poser le problème de savoir si tu défends mieux la Révolution, si tu apportes une plus grande contribution à la lutte contre le fascisme en participant au gouvernement ou si tu serais infiniment plus utile en portant la flamme de ta parole magnifique parmi les combattants et à l'arrière.

L'heure est venue aussi de clarifier la signification unitaire que peut avoir notre participation au gouvernement. Il faut parler aux masses, les appeler à juger si Marcel Cachin a raison quand il déclare dans l'« Humanité » du 23 mars :

Les responsables anarchistes multiplient leurs efforts unitaires et leurs appels sont de plus en plus entendus.

Ou bien si ce sont la « Pravda » et les « Izvestia » qui ont raison quand ils calomnient les anarchistes espagnols en les traitant de saboteurs de l'unité. Appeler la masse à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole quant aux délits dictatoriaux de Staline, aux persécutions contre les anarchistes russes, aux monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskiste, silence compensé avec mérite par les diffamations des « Izvestia » contre « Solidaridad Obrera ».

Appeler les masses à juger si certaines manœuvres de sabotage du ravitaillement ne rentrent pas dans le plan annoncé le 17 décembre 1936 par la « Pravda » :

Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée; cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U.R.S.S.

L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet frigien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « République de toutes les classes ». Le problème est posé par l'évidence d'une crise dépassant les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite.

Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck fassent *l'union sacrée.* A toi de répondre, car tu es « la lumière sous le boisseau ».

Camillo BERNERI.

Les social-traîtres et la prise d'Irun

Lors de la perte d'Irun par les républicains espagnols, l'été dernier, par défaut de munitions, il fut beaucoup question d'un train de munitions envoyé de Barcelone à Irun *via* Hendaye et dont les Espagnols ne purent obtenir livraison. Cependant jusqu'à aujourd'hui, les précisions manquaient.

Elles ont été données récemment par le défenseur d'Irun, le lieutenant-colonel Ortega, au cours d'une interview avec un journaliste; les voici :

Nous avions à Hendaye à quelques kilomètres de nos positions un train chargé de munitions et de trois canons, munitions et canons qui nous avaient été envoyés de Barcelone en transit. Il s'agissait d'armes espagnoles. Ce n'étaient pas des armes fournies par la France, mais des armes envoyées d'Espagne, qui nous appartenaient et pouvaient être livrées immédiatement sans violer l'accord de non-intervention. Les armes étaient là. Avec elles nous aurions sauvé Irun, mais nous ne pûmes les sortir de France. Il y a beaucoup de fascistes en France chez les hauts fonctionnaires des douanes et chez les chefs de la gendarmerie. A plusieurs reprises je réclamai la livraison de ces armes à l'ambassadeur de France, M. Herbette, mais jamais on ne m'écouta. Tous les jours je passai la frontière pour faire les démarches nécessaires afin qu'on me livre les armes et munitions, mais sans arriver à rien. On m'envoyait promener sans me fournir d'explications.

Lorsque nous dûmes abandonner Irun, je passai la frontière à 7 h. du matin. Alors, comme par hasard, au moment même où les fascistes entraient à Irun, on donna l'autorisation de faire passer la frontière aux munitions. Nos munitions allaient être conduits à Irun. Je pus intervenir à temps et empêcher que cela eût lieu.

Il résulte donc, notamment, de ces déclarations que la non-livraison des armes qui appartenaient au gouvernement espagnol ne fut pas due seulement à la mauvaise volonté des autorités ferroviaires ou douanières locales, mais bien à celle du gouvernement français lui-même, puisque la livraison lui en fut demandée — vainement — par la voie diplomatique.

C'est le gouvernement Blum qui a livré Irun aux fascistes. On s'en doutait déjà, on en a maintenant la preuve.

Nous savons depuis longtemps que la fonction historique de la social-démocratie est de trahir; jamais la social-démocratie n'aura plus complètement rempli sa fonction que dans cette affaire d'Espagne.

R. LOUZON.

A PROPOS DES SALOPERIES DE M. SADOUL

Un nouveau témoignage

Ce n'est qu'avec un grand retard et très incomplètement que quelques citations de journaux français me mettent au courant d'une polémique — je ne sais si ce terme est approprié au cas en question — entre Victor Serge et Jacques Sadoul.

Si, contrairement à ce qui a été ma coutume pendant ces dernières années, je veux apporter un témoignage, c'est qu'il s'agit de circonstances où le silence équivaut à la complicité.

Il faut que je commence par établir que jamais entre Victor Serge et moi d'autres liens n'ont existé que ceux créés par la confiance politique et morale, par la collaboration au triomphe de la même cause. J'ai toujours beaucoup apprécié son intelligence, sa connaissance profonde de l'histoire et de la littérature russes, la façon approfondie et consciencieuse dont il traitait les questions, l'ardeur qu'il mettait au service de la cause bolcheviste, qu'il venait d'embrasser, après avoir lutté dans les rangs de l'anarchie. Par contre, sa façon un peu froide, tant soit peu « pédagogique », de défendre l'I. C. — à une époque où, ayant prévu où aboutiraient les méthodes dont elle se servait, je l'avais déjà définitivement quittée — ne m'était pas trop sympathique. Nous fûmes des connaissances, rien de plus.

C'est précisément pour cela que je tiens à intervenir et à déclarer qu'aussi bien moi que les autres révolutionnaires russes, tant soit peu versés dans le mouvement ouvrier international, étions parfaitement au courant de la part que Victor Serge avait prise dans « l'Affaire Bonnot ». Lorsqu'il arriva en Russie et qu'il se mit à travailler pour les Soviets, personne ne trouva rien à objecter contre son passé; au contraire, on le lui considérait comme un titre d'honneur, comme une espèce « d'introduction » dans les milieux révolutionnaires russes.

Quant à Sadoul, je ne crois pas me tromper en affirmant qu'à part Trotski et Rakovski, pour lesquels il avait une amitié fervente, faite d'admiration et d'affinité absolue — il n'avait en Russie à cette époque personne à qui il fut lié par une confiance et une amitié comme celle qu'il éprouvait à mon égard.

Pour moi c'était un homme que la Révolution et l'ambiance russes avaient transformé. C'est précisément à cause de son naturel épicurien, à cause du contraste entre la vie qu'il avait menée et celle qu'il voyait autour de lui en Russie qu'il avait été profondément bouleversé et avait été attiré par ce qu'il y avait de grand et d'héroïque, je dirais même d'ascétique dans le milieu qui l'entourait. Et c'est précisément parce que les privations que la Révolution nous imposait lui coûtaient plus cher qu'à nous tous, qui y avions été préparés par les longues années d'auto-éducation révolutionnaire, qu'elles exerçaient sur lui un grand ascendant.

Que cette période n'ait pas duré longtemps, qu'il se soit laissé tenter et emporter par les méthodes qu'il avait si profondément méprisées et dénoncées avant, avec tant de véhémence à ses amis les plus proches, n'empêche pas qu'il y ait eu une parenthèse dans sa vie; et c'est pendant ce temps que nous fûmes des camarades et de vrais amis.

Si jamais il lit ces lignes, il saura et sentira profondément dans son for intérieur que bien peu, même parmi ses amis d'aujourd'hui les plus intimes, prennent part à son deuil avec une solidarité aussi intense, aussi profonde que la mienne. Il le sait par expérience. Et c'est précisément à cause de l'intimité spirituelle dans laquelle nous avons vécu pendant des années — lorsqu'il venait s'épancher avec moi en me parlant du dégoût, de la rancœur, de la profonde déception que lui faisaient éprouver la plupart des leaders bolchevistes, lorsqu'il m'initiait aux détails, aux nuances de sa façon de réagir à tout cela, c'est à cause de la connaissance que j'ai acquise de lui que le fait que Sadoul puisse écrire et agir aujourd'hui contre Trotski, Rakovski, Victor-Serge me suffit pour dire qu'on se trouve en face du même phénomène qui a rempli de dégoût et d'horreur l'opinion publique du monde entier lors des « *confessions* » des « 16 » et des « 17 ». Sadoul, se ralliant à ceux qui osent — ou doivent — souiller leur langue ou leur plume en rapprochant les noms de Trotski et de tous les autres révolutionnaires de la trahison « à la Gestapo », obéit à des motifs que je ne saurais qualifier.

On ne peut, toutefois, même pas lui accorder les circonstances atténuantes qu'on accorde aux pauvres loques humaines que le régime bolcheviste a déshonorées avant de les assassiner. Ce que Sadoul a éprouvé pour Trotski et Rakovski n'était pas un sentiment plus ou moins passager, dû à telle ou telle circonstance ou influence, c'était une confiance sans limite, une vénération sans borne. C'est leur exemple, l'amitié et la collaboration avec eux qui contrebalançaient dans son âme les profondes déceptions, la méfiance générale qu'hommes et méthodes lui inspiraient. Ce que le Sadoul d'antan devait à Trotski et à Rakovski lorsqu'ils étaient au pouvoir ne se laisse ni énumérer ni peser. Précisément parce qu'il s'agit d'un appui constant, d'une amitié sincère et féconde, d'une main qui vous guide lorsque vous risquez de vous égarer dans des dédales, de vous faire broyer... C'est encore chez Trotski et Rakovski que Sadoul a trouvé la protection, la compréhension et l'aide dont il avait besoin pour pouvoir résister aux intrigues et aux manœuvres dont il était l'objet au commencement de son activité communiste en Russie, lorsque les leaders se sont servis entre eux — toutes proportions gardées naturellement — des mêmes méthodes usées contre Trotski, Rakovski et contre un nombre infini de révolutionnaires dont la bonne foi et le dévouement sont évidents pour tous ceux qui sont à même de juger. A plus forte raison à ceux qui comme Sadoul connaissent de très près les circonstances, les méthodes et les hommes en cause.

Angelica BALABANOFF.

Chicago, mars 1937.

Ce que sont devenus les Syndicats en Russie

Aperçu historique

On commet souvent l'erreur de croire que la Russie n'était pas un pays capitaliste et les bolcheviks se prêtent facilement à cette confusion. On croit souvent que la Russie d'avant 1917 était une Russie presque féodale, qu'il n'y avait pas d'industrie, que le prolétariat n'y jouait pas un rôle important : c'est une erreur.

Le capitalisme russe d'avant 1917 était plus jeune que le nôtre, mais déjà vigoureux, et les usines russes étaient en général plus modernes que les usines anglaises ou françaises de la même époque. C'est un de mes premiers étonnements dans la Russie d'avant l'industrialisation. Après avoir passé dans plusieurs usines, j'ai été frappé de voir qu'il n'y avait pas, en Russie, de ces vieilles « boîtes » que nous connaissions ici, même après la guerre. La Russie avait, dès avant la révolution, des usines souvent plus modernes que celles du capitalisme français. Cela s'explique: le capitalisme russe étant beaucoup plus jeune avait construit ses usines plus tard et avait profité des derniers progrès techniques. Il n'en faut pas conclure que la Russie était un pays essentiellement industriel ; non, l'agriculture y dominait largement, l'artisanat était très important et l'industrie y était proportionnellement plus faible qu'en France, mais les usines qui y existaient étaient plus neuves et souvent mieux outillées.

Le prolétariat russe, contrairement à ce que l'on pourrait penser aussi, était l'un des prolétariats d'Europe et du monde les plus combattifs, et, quoique des plus jeunes, celui qui avait peut-être l'histoire la plus riche dans les 50 dernières années.

Les premières organisations ouvrières russes furent des sociétés de secours mutuels. La première, celle des typographes de Saint-Pétersbourg, remonte à 1838.

Les premières grèves datent de 1870, grèves ouvrières évidemment. Il y avait donc déjà en 1870, en Russie, un prolétariat qui se défendait vaillamment et qui aspirait à son émancipation.

Dès le début du mouvement ouvrier, la lutte économique et la lutte politique furent indissolublement liées, il n'y eut pas d'oppositions marquées. Les ouvriers organisés s'habituèrent à voir dans les groupements politiques d'extrême gauche les défenseurs de tous leurs intérêts.

Il est curieux de noter que la fondation de la première association ouvrière, celle des ouvriers mécaniciens de Moscou en 1902, semble avoir été favorisée par l'Okhrana (Sûreté générale) dans le but de canaliser l'activité ouvrière dans un sens exclusif d'entr'aide et de soustraire les ouvriers à l'influence des groupes politiques.

Quoi qu'il en soit, à mesure que les sociétés de secours mutuels cédaient la place aux associations ouvrières, les travailleurs réunis ne pouvaient que s'occuper de plus en plus de la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Et en janvier 1905, les premières associations ouvrières légales sont à l'origine d'une révolution qui fut, plus qu'on ne le pense souvent, une surprise pour les groupements politiques d'extrême gauche.

Le premier véritable syndicat ouvrier fut celui des typographes de Saint-Pétersbourg, formé au cours des événements sanglants du début de janvier 1905. A Moscou également, les typographes sont les pionniers de l'organisation syndicale au printemps 1905. Le développement des syndicats se manifeste avec ampleur en automne de la même année et au printemps 1906. Issus d'une époque révolutionnaire, ils prennent tout de suite une teinte très marquée de lutte contre l'exploitation du travail.

Le gouvernement tsariste n'a accordé la légalisation du syndicat qu'en 1906, après avoir essayé, par tous les moyens, de supprimer ces organisations ouvrières qui, illégalement, poursuivaient une action révolutionnaire.

C'est une loi dite du 4 *mars* 1906 qui institue le droit aux ouvriers de se réunir en syndicats. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, que le gouvernement tsariste ne prend pas par la suite toutes les mesures de répression que la peur lui dicte, y compris la fermeture de certains syndicats légalement constitués et l'impossibilité pour d'autres syndicats de se constituer.

Les statistiques de l'époque ne sont que très approximatives, elles ne concordent pas toujours, mais pour se faire une idée de l'importance des syndicats ouvriers sous le tsar empruntons quelques chiffres à V. Grinévitch (« Le mouvement syndical en Russie », St-Pétersbourg 1908, en russe) : Au début de 1907 il y avait environ 652 syndicats groupant 245.555 membres sur sept millions de travailleurs (ouvriers et employés), c'est-à-dire 3,5 %. Les mineurs sont à peine plus de 1 % tandis que le livre dépasse 40 %.

Il y avait donc des syndicats ouvriers en Russie avant 1917 et le droit syndical y avait été conquis « à la force du poignet » par un prolétariat trempé dans la lutte révolutionnaire. Mais ce qui caractérise le mouvement ouvrier russe, c'est qu'il n'a jamais eu de tendance un tant soit peu importante qui considère que les organisations purement ouvrières, les syndicats, devaient tendre à la direction de la société.

Quand les syndicats se sont formés, en 1905, il existait déjà en Russie une histoire révolutionnaire très riche qui datait de la fin du siècle dernier et qui avait été menée par des groupements dirigés essentiellement par des intellectuels.

Les groupements révolutionnaires composés d'intellectuels avaient, de beaucoup, précédé les syndicats et, dès leur formation, ceux-ci acceptent la tutelle de ceux-là.

Il n'y a pas eu, en Russie, de syndicalisme, il y a eu un mariage très étroit entre les organisations ouvrières et les partis. Et les groupements politiques, dès le début, se sont employés à diriger les syndicats. Les syndicats russes d'avant la révolution formaient déjà une masse de manœuvre très ardente à la bataille, mais conduite par des états-majors politiques qui s'en disputaient la direction : bolcheviks, mencheviks, socialistes révolutionnaires et autres.

Voilà ce qui particularise le mouvement syndical russe, surtout par rapport au mouvement syndical français, espagnol ou italien.

Après la révolution de 1917, il n'y eut même pas de réaction véritablement syndicaliste. En 1920-21, il y eut bien, au sein du parti bolchevique une opposition qui s'intitulait « Opposition ouvrière », il y eut bien les groupes Chliapnikov, Médviédiev, Miasnikov et autres que les majoritaires bolcheviques traitaient de syndicalistes; mais ce n'étaient pas des syndicalistes au sens où nous l'entendons en France. Ils s'opposaient à la majorité du parti bolchevique en ceci qu'ils réclamaient pour les syndicats ouvriers plus d'autonomie, pour les soviets plus de vie réelle, mais ils restaient cependant des tendances bolcheviques et ils n'ont jamais pensé un seul instant que cette autonomie syndicale puisse s'opposer à la direction du parti bolchevique ou passer outre à ses ordres. Il s'agissait seulement de donner un peu plus de vie aux larges organisations purement ouvrières, mais pas d'émanciper les organisations ouvrières de la tutelle du parti bolchevique. En vrais bolcheviks, ils pensaient que la direction de la société, après la révolution, devait appartenir au parti, mais ils estimaient que l'on allait « un peu fort » et qu'il fallait laisser tout de même un peu plus de vie réelle aux syndicats.

Il n'y a donc pas eu, ni avant, ni après la révolution, de véritable tendance syndicaliste en Russie, de tendance ouvrière s'opposant carrément aux états-majors politiques. Cela ne veut pas dire que des ouvriers n'y aient pas pensé, il y en a peut-être même des quantités qui, par réaction à la dictature du parti bolchevique, ont pu tenter de s'organiser dans ce sens, mais aucun groupement n'a acquis une force suffisante pour se faire connaître. La répression d'ailleurs a été dès le début très sévère dans ce domaine — l'opposition de Miasnikov a été durement frappée dès 1921-22, c'est-à-dire bien avant l'avènement de Staline. Quant à la tendance Tomski, écrasée beaucoup plus tard par Staline, elle avait tout juste une teinte trade unioniste.

Nous pouvons conclure que la Russie d'avant la Révolution comme celle d'après la Révolution est, du point de vue de l'organisation ouvrière, le pays classique des masses de manœuvre organisées dans les syndicats dirigés par des états-majors politiques; concrètement, actuellement, par l'état-major qui a remporté la victoire sur les autres : l'état-major bolchevique.

Passons maintenant à ce que sont devenus les syndicats en Russie aujourd'hui.

Composition

Les syndicats réunissent tous les travailleurs salariés. Cela veut dire que, dans une usine, dans un bureau, tout le monde est syndiqué : la femme de service, l'ouvrier, le comptable, l'ingénieur, le chef de service, le directeur, etc... C'est-à-dire aussi que le ministre de l'Intérieur est syndiqué, le chef du Guépéou, le chef du gouvernement, Staline, etc., tout le monde est syndiqué, sauf le paysan. C'est là une particularité des syndicats soviétiques.

La cotisation du syndicat est environ de 1 à 2 % du salaire. On paie proportionnellement à son salaire.

On a droit d'adhérer au syndicat dès l'âge de 14 ans — cela indique qu'on travaille à l'usine dès l'âge de 14 ans. — On peut être élu à un poste syndical à l'âge de 18 ans.

Formellement l'adhésion au syndicat est libre, c'est-à-dire qu'aucune loi écrite ne l'exige; mais en réalité elle est obligatoire. Tout le monde doit adhérer au syndicat. Cette adhésion est obligatoire pour deux ordres de raisons : le premier, c'est que, dans une usine, dans un établissement, si vous êtes syndiqué vous « jouissez » de petits avantages. Par exemple, si vous êtes blessé, ou malade, les Assurances sociales vous paieront plus qu'aux non syndiqués. Pour l'embauchage, c'est la même chose, on prendra de préférence des syndiqués. S'il y a des places pour les maisons de repos, c'est évidemment aux syndiqués qu'on les donnera s'ils sont en concurrence avec des non-syndiqués. Mais ce n'est pas ce genre de raisons qui domine, ce n'est pas lui qui oblige à se syndiquer : c'est que, en ne se syndiquant pas, on commet un acte de rébellion contre le gouvernement. N'être pas syndiqué, dans un pays, dans une usine où 100 % des travailleurs sont syndiqués, c'est affirmer un courage qui a presque disparu de la société soviétique. C'est s'offrir à une répression qui ne manquera pas de se manifester à la première occasion. On ne peut pas rester longtemps dans une usine après avoir dit : « Je ne veux pas me syndiquer ». Ne pas se syndiquer, dans l'Etat qui affirme que le pouvoir appartient aux travailleurs et que le pouvoir a pris la forme de la dictature des travailleurs, c'est s'opposer au pouvoir lui-même et s'exposer à en supporter les terribles conséquences.

C'est bien simple, il y a en Russie 25-26

millions de travailleurs dans l'industrie, transports compris; ils sont tous syndiqués hormis quelques bûcherons ou pêcheurs, vivant disséminés très loin des centres habités et certains ouvriers saisonniers.

Structure

La structure syndicale est en forme de pyramide, à peu près comme ici. En bas, il y a le syndiqué qui paie ses cotisations, il a son carnet de syndiqué, on lui met son timbre tous les mois. S'il ne paie pas pendant 3 mois, il est exclu du syndicat. Ensuite, immédiatement au-dessus du syndiqué, il y a le comité syndical d'atelier. Chaque bureau, chaque atelier a son comité syndical. Et au-dessus — supposons, pour la compréhension, qu'il s'agit d'une grande usine de l'importance de Renault — siège un comité syndical d'usine, qui englobe l'activité des comités syndicaux d'atelier.

Plus haut, nous atteignons le comité syndical de rayon ou d'arrondissement; puis, le comité syndical de la province, de la république, et enfin le comité syndical central à Moscou. Ceci, pour chaque branche d'industrie : la métallurgie, l'aviation, le bois, les cuirs et peaux, le textile, etc.

Chacun de ces comités se compose de plusieurs membres, dont un président et un secrétaire. Le nombre des fonctionnaires syndicaux varie depuis un, deux ou trois dans le comité d'atelier selon l'importance de celui-ci, jusqu'aux grands bureaux des comités centraux qui regorgent de responsables, permanents et employés.

Parallèlement à ceci il existe une organisation intersyndicale — comparable à ce que nous avons en France — dont le rôle est de coordonner l'activité des divers syndicats d'une même région.

Les conseils intersyndicaux commencent à l'arrondissement ou à la ville, puis la province, la république, et enfin le Conseil central intersyndical à Moscou, qui, par l'intermédiaire de son présidium, de son secrétariat et de son secrétaire général, actuellement Chvernik, dirige en maître toute l'activité syndicale du pays.

Les membres des comités intersyndicaux sont choisis, à tous les échelons, par les comités syndicaux correspondants.

Les syndicats sont organisés par industrie. C'est un peu différent de ce qui existait auparavant dans les syndicats français. Cela veut dire que, qui que vous soyez, si vous travaillez dans une usine d'aviation par exemple, vous serez du syndicat de l'aviation, dans une usine qui fabrique des automobiles, vous serez du syndicat de l'automobile, etc., que vous soyez balayeur, comptable, chaudronnier, menuisier, ingénieur ou directeur, vous ferez partie du syndicat se rapportant à l'industrie de votre établissement. Les techniciens et responsables forment une section spéciale au sein du syndicat.

Ceci a un avantage pratique, sinon du point de vue syndical, du moins du point de vue du fonctionnement de la société soviétique et c'est, sans doute, cet avantage-là qui est la cause d'une telle organisation. Cela facilite beaucoup les rapports entre les organismes syndicaux et les organismes administratifs.

Quand le directeur d'une usine, de l'importance de chez Renault par exemple, a à traiter des questions avec le président du comité syndical de son usine, il est très commode que l'un et l'autre représentent exactement les mêmes personnes et puissent débattre des questions intéressant le même personnel. Cela compliquerait certainement les choses si le directeur, ayant à traiter une question avec les menuisiers, les vernisseurs, ou toute autre corporation qui peut entrer dans une grande usine moderne, devait le faire avec différents syndicats dont les uns pourraient même n'avoir pas de représentant qualifié sur place. Le comité syndical, comme le directeur, représentent toute l'usine. S'ils ont à discuter entre eux, le travail, pour s'entendre, est réduit à son minimum.

De même à l'échelle de la province, de la république et de l'U.R.S.S. Le comité central du syndicat de la métallurgie a comme « troupes » exactement les mêmes travailleurs qui sont employés par la direction générale de la métallurgie, du ministère de l'industrie lourde. Ici, comme à l'usine, le chef de la direction générale de la métallurgie traitera facilement avec le président du comité central du syndicat de la métallurgie des questions qui intéressent toute la main-d'œuvre que ses usines emploient.

« Elections »

Le mode d'élections des organes syndicaux est assez curieux.

Tous les comités syndicaux jusqu'à l'échelle de l'arrondissement et de la ville sont élus pour un an. Au-dessus, pour la province, pour le centre, ils sont élus pour 2 ans. L'élection se passe à peu près ainsi :

Une circulaire est adressée, par la voie du parti, au comité communiste de l'usine. Celui-ci en informe à son tour les secrétaires des cellules communistes des divers ateliers.

Le secrétaire de la cellule communiste de l'atelier, qui est un fonctionnaire, réunit alors le bureau de la cellule et indique quelles sont les directives, cette année, pour le renouvellement des comités syndicaux.

Le responsable du comité syndical de l'atelier est membre du bureau de la cellule communiste. Cela permet une cohésion merveilleuse dans l'activité des deux organismes.

La réunion du bureau de la cellule est, évidemment, une réunion privée où n'assistent que les membres du bureau. Au cours de la séance, on élabore (le secrétaire) un plan des élections. On règle les choses minutieusement à l'avance, on désigne qui devra faire le discours, qui devra présenter le rapport de l'activité du comité syndical pour l'année écoulée, on dresse une liste des candidats à élire, on

distribue les rôles jusqu'à désigner ceux qui devront prendre la parole.

Puis, le président du comité syndical exécute la comédie ainsi réglée. C'est lui qui, au nom du comité syndical, réunit les ouvriers de l'atelier et c'est lui qui, généralement, défend le rapport moral.

La présidence de la réunion des ouvriers de l'atelier est désignée de la façon suivante : les ouvriers sont là, quelqu'un propose un présidium de trois personnes et si des étrangers se trouvaient dans cette réunion publique, ils ne se rendraient pas compte qu'il s'agit d'une comédie. Non, ils verraient un ouvrier, peut-être un de ceux avec qui ils voisinent au travail, proposer les trois membres. Avec un peu de perspicacité ils remarqueraient seulement que personne n'en propose d'autres. Après le discours principal, des gens dans la salle demandent la parole en levant le bras, cela a un air tout à fait vivant et nos étrangers auraient bien de la peine à s'imaginer que tous ceux qui disent quelque chose d'un peu important ont été désignés au bureau de la cellule communiste. C'est pourtant comme cela, par toute la Russie.

Les ouvriers et employés ne semblent pas du tout craindre de prendre la parole. Mais, avec une grande expérience du milieu et une connaissance suffisante des gens, on remarque tout de suite que la critique est toujours dans le sens des directives gouvernementales. On critique son président du comité syndical comme on critique son voisin en lui reprochant de ne pas appliquer avec suffisamment d'ardeur quelque ligne générale du parti. C'est là une occasion pour le « pauvre bougre » de se faire remarquer, de mettre un pied à l'étrier et, qui sait, de faire sa carrière. Découvrir et dévoiler que quelque fonctionnaire est trop tiède c'est souvent proposer son énergie et sa propre activité pour le remplacer.

Quand on en arrive aux « élections », il faut proposer des candidats. Immédiatement des gens dans la salle lancent des noms et, là encore, on pourrait supposer que les ouvriers choisissent vraiment leurs candidats, mais on ne propose jamais de candidats en opposition aux candidatures choisies par le bureau. On ne défend jamais deux conceptions de l'activité du comité syndical d'atelier, il n'y en a qu'une : celle du gouvernement. Dans le meilleur des cas il ne s'agit donc que de choisir les « heureux » qui auront l'honneur de l'appliquer le plus énergiquement.

Tout le monde comprend que ces élections ne sont pas des élections, mais une comédie, une formalité qu'il faut remplir, qu'on a pris l'habitude de remplir. Personne n'est dupe, les ouvriers russes savent que le bureau s'est réuni, ils n'y ont pas assisté, ne connaissent pas le détail de la séance mais savent que tout y a été réglé. Ils savent même que ne pas assister à la réunion sans raison « plausible » c'est pour le moins se montrer hostile aux organismes syndicaux, donc au parti qui en est le maître, donc à son chef tout puissant.

D'ici il est naturellement très difficile de s'imaginer que de ne pas assister à une réunion des ouvriers de son atelier, c'est commettre un acte de courage. C'est pourtant la plus courante réalité soviétique!

Ensuite, pour terminer la comédie, on fait voter à main levée, ce'st-à-dire que le président de séance pose la question : « Qui est pour un tel levez la main?». Et les mains se lèvent. « Qui est contre? » Personne ne lève la main et le secrétaire de séance écrit : « Elu à l'unanimité »...

Lorsqu'on départage les candidats — cela arrive parfois — il ne s'agit jamais, répétons-le, de deux opinions en présence mais seulement de divers candidats de l'unique opinion gouvernementale.

C'est ainsi qu'à tous les échelons, dans tout le pays, s' « élisent » les organismes syndicaux. Jusqu'en haut, jusqu'à Moscou.

C'est à tel point une comédie, qu'en pratique, quand on s'éloigne un peu de l'atelier, déjà à l'échelle de l'arrondissement, on se passe de la jouer. Là ce ne sont plus les ouvriers qui sont électeurs, mais les délégués des divers organismes syndicaux, qui se réunissent pour élire les comités syndicaux d'arrondissement, de ville, de province etc. C'est déjà un suffrage au deuxième ou au troisième degré à l'intérieur des syndicats. Ce sont des gens qui sont tous « à la page » et ils se disent qu'il n'est pas très utile de perdre son temps. A ces degrés, souvent, on ne prend plus la peine d'élire... on nomme.

Les *Izviestia* du 28 mars 1937 relatent des faits tout à fait frappants. On signale officiellement que des comités centraux de syndicats sont composés entièrement de membres désignés, aucun « élu ». Cela ne veut pas dire que s'il y avait eu un vote ils n'auraient pas été « élus » comme le sont les autres, mais enfin ils ne peuvent pas se parer du titre. Par ailleurs, le Conseil central intersyndical désigne des *bureaux d'organisation* qui dirigent l'activité syndicale des centres provinciaux pendant 3 et 4 ans, c'est-à-dire pendant bien plus longtemps que n'auraient eu le droit de fonctionner des organismes régulièrement élus. Enfin certains secrétaires du Conseil central intersyndical (organe syndical suprême, correspondant à la Commission administrative de la C.G.T. en France) se sont entourés d'une armée de sous-secrétaires et de chefs de bureaux et se sont enfermés dans leur cabinet. Ils ne voient pas la vie. Des présidents de comités centraux de syndicats ont dû solliciter pendant 3 et même 4 ans une audience chez un secrétaire du Conseil central.

Ces trois faits signalés par le journal officiel des Soviets ne signifient pas du tout que le gouvernement de l'U.R.S.S. ne veut plus tolérer de comédie d'élections, non, cela signifie seulement qu'il veut obliger les organismes moyens et supérieurs des syndicats à jouer la comédie comme les ateliers la jouent. Les initiés n'éprouvaient plus le besoin de jouer la comédie. On veut les y obliger pour sauver au

moins les apparences et pouvoir dire que le secrétaire, que les membres du Comité central, ont été élus à l'unanimité. Un protocole de séance régulièrement rédigé en fera foi...

A côté du comité syndical la cellule communiste de l'atelier entretient, elle aussi, un ou deux permanents. Le responsable du syndicat à l'atelier et celui du parti peuvent avoir chacun, selon les besoins (il y a à ce propos toute une échelle d'établie), un ou deux employés — secrétaire technique, dactylo — pour le travail technique de leurs bureaux. On peut s'imaginer de là l'importance du fonctionnariat et des bureaux syndicaux et du parti pour l'ensemble du pays.

Tous les dirigeants syndicaux, depuis le président du comité syndical d'atelier, si l'atelier est assez important, sont des membres du parti et des membres responsables du parti. Par ce truchement, le parti, qui est le maître dans le pays, l'est également dans les syndicats.

L'emprise du parti est si complète que les locaux de l'atelier et de l'usine alloués aux deux organismes sont toujours voisins. Vous entrez dans une pièce où se trouvent la dactylo, le secrétaire et le président de votre comité syndical d'atelier et de l'autre côté de la cloison se trouve le secrétaire de la cellule. Une porte seule les sépare. Le travail de surveillance du parti se trouve ainsi réduit au minimum, il y a à peine quelques pas pour transmettre les directives aux syndicats.

(à suivre)

YVON.

A propos des procès de Moscou

Une commission d'enquête nord-américaine a commencé ses travaux

Pour préparer le travail de cette commission d'enquête, une sous-commission vient de se rendre à Mexico pour recueillir la déposition de Léon Trotski, ainsi que les témoignages et documents en sa possession. A la tête de cette sous-commission se trouve John Dewey, le philosophe américain bien connu par ses travaux.

Le Comité français pour l'enquête sur le procès de Moscou a approuvé chaleureusement l'initiative prise aux Etats-Unis. Il déléguera un de ses membres pour participer aux sessions de New-York, comme le font d'autres grandes organisations.

NOTRE « MALAISE »

Nous publierons, dans le prochain numéro, une lettre que notre camarade Roger Hagnauer nous fait parvenir trop tard pour être insérée dans celui-ci.

Staline, qu'as-tu fait de tes frères?

Le Courrier Socialiste, *n° 3 du 11 février 1937 a eu la curiosité de dresser la petite statistique suivante:*

Le 6e congrès du parti bolchévik qui eut lieu en juillet-août 1917, désigna un Comité Central de 21 membres.

Voici ce qu'ils sont devenus :

7 sont morts depuis longtemps; 6 parmi les 14 qui restent ont abandonné la vie politique active et sont devenus des fonctionnaires de l'économie ou de l'administration (peut-être même certains sont-ils morts sans bruit).

Sur les 8 autres, 7 sont des « contre-révolutionnaires »: Boukharine, Zinoviev, Kaméniev, Rykov, Smilga, Sokolnikov et Trotski.

Le dernier est Staline.

Mars 1918. 7e congrès du parti. — Parmi les 15 membres du Comité Central qui y fut élu, 6 sont morts depuis longtemps, 2 ont cessé toute activité politique et sur les 7 restant, 6 sont des « contre-révolutionnaires »: Boukharine, Zinoviev, Smilga, Sokolnikov, Trotski, Schmidt.

Le dernier est Staline.

Mars 1919. 8e congrès du parti. — Le C.C. est de 19 membres, 3 sont morts, 3 ont abandonné toute activité politique. Il en reste 13 dont 11 « contre-révolutionnaires »: Boukharine, Biéloborodov, Evdokimov, Zinoviev, Kaméniev, Radek, Rakovski, Sérébriakov, Smilga, Tomski et Trotski.

Les 2 derniers sont Staline et Kalinine (qui a réussi à effacer à temps ses traces « contre-révolutionnaires »).

Mars-avril 1920. 9e congrès du parti. — On élit de nouveau 19 membres au C.C. 3 sont morts, 2 ont abandonné la vie politique.

Des 14 restant, 11 sont des « contre-révolutionnaires »: Boukharine, Zinoviev, Kaméniev, Préobrajenski, Radek, Rakovski, Rykov, Sérébriakov, I. N. Smirnov, Tomski et Trotski.

Les 3 derniers sont Staline, Kalinine et Andréiev.

Le 7e congrès du parti (1918) désigna une commission pour élaborer le nouveau programme du parti. Elle était composée, outre Lénine, de six membres : Staline et cinq « contre-révolutionnaires »: Boukharine, Zinoviev, Trotski, V. Smirnov et Sokolnikov.

Enfin, après la mort de Lénine, le 13e congrès du parti communiste (mai 1924) a désigné un Comité Central de 53 membres. Ce C. C. a élu un Bureau politique de 7 membres: Staline et six « ennemis du peuple »: Boukharine, Zinoviev, Kaméniev, Rykov, Tomski et Trotski.

Depuis la fondation de l'Internationale Communiste (1919) jusqu'en 1929, *tous* les rapports essentiels furent lus aux congrès de l'I. C., *toutes* les résolutions essentielles furent élaborées par cinq personnes: Lénine et quatre « ennemis du peuple »: Trotski, Zinoviev, Radek et Boukharine.

Résumons : sur les vingt chefs bolcheviques dont il est question, seulement deux, Kalinine et Andréiev, sont encore tolérés aujourd'hui dans l'entourage du vingtième, Staline. Les dix-sept autres sont emprisonnés, exilés, se sont suicidés, ont été fusillés ou sont en instance de « procès ».

Y.

La victoire de Van Zeeland

La Belgique 1937 présente un exemple bien caractéristique de ce qu'apporte à la classe ouvrière la politique du moindre mal.

En effet, le P.O.B., allant de compromis en compromis, en est arrivé, après plusieurs dizaines d'années d'existence et de travail anticlérical, au point de se croire obligé d'envoyer ses membres voter pour un homme dont le « Peuple » a dit, encore au mois de mai dernier, qu'il « était prêt à noyer le socialisme dans le bénitier ».

Tous ceux qui ont vu la dernière campagne électorale à Bruxelles ont pu constater un fait étrange : Rex et Van Zeeland argumentaient de la même façon. Souvent les textes de leurs affiches coïncidaient parfaitement: tous les deux se réclamaient surtout du patriotisme. « Votez belge, votez Van Zeeland », « Votez belge, votez Rex ». Une autre affiche de Rex disait: « Contre Moscou, votez Degrelle »; en même temps, l'hebdomadaire catholique « Bloc » faisait appel à ses lecteurs : « Contre Moscou, votez Van Zeeland ».

On pouvait constater aussi que l'effort fourni par le bloc antirexiste était en disproportion avec les forces de Rex. Tandis que les rues de Bruxelles étaient littéralement envahies par les affiches prozeelandistes collées sur des centaines de camions, portées par des ânes, des chameaux, etc., on voyait relativement peu d'affiches de Rex.

L'impression très nette de l'observateur averti est que le danger rexiste a été artificiellement gonflé pour les besoins du jour. Dans ces conditions, fallait-il pour le succès de ces élections symptomatiques faire des concessions, abandonner jusqu'aux principes les plus stricts du programme minimum du socialisme réformiste ? Il va sans dire qu'il n'était plus du tout question du principe d'internationalisme, qui est pour ainsi dire de tout temps méconnu par le P.O.B.

⁂

La campagne pour Van Zeeland a été menée par le groupe « Belgique surtout », créé dernièrement par les trois mousquetaires, Van Zeeland, De Man et Spaak. En réalité, le P.O.B. tout entier y a donné son adhésion officieuse. Cette campagne, vu son ampleur, demandait évidemment de l'argent, et on peut être à peu près certain que les cotisations ouvrières y ont été employées.

C'est également cette « Belgique toujours » qui a avancé la candidature de Van Zeeland, sur la proposition du maître des coulisses: De Man. Le P.O.B. n'osait pas s'y opposer, quoiqu'à la base on voulait avoir un candidat ouvrier. La candidature de De Brouckère aurait été sans doute avancée par certains syndicats, si ces derniers avaient été consultés. Mais le P.O.B. avait donné son consentement à la candidature du premier ministre.

Un militant syndical très influent nous a affirmé que ni la Fédération syndicale, ni la Fédération politique n'ont été consultées préalablement, et se sont trouvées devant le fait accompli.

Une fois la candidature de Van Zeeland posée comme le seul étendard de la démocratie, on a commencé une propagande pour le plus redoutable représentant de la bourgeoisie belge. Dans les discours électoraux, on l'a présenté comme l'homme qui a sauvé la Belgique, et les orateurs du P.O.B. haranguant la foule des futurs électeurs ont mis ce corporatiste militant sur un piédestal d'où ils auront bien du mal à le faire descendre.

Cette propagande électorale, dont le but plus ou moins lointain était la préparation des esprits à la guerre et à l'union sacrée, n'a évidemment pas manqué de se servir des arguments les plus chauvins; on a exalté Van Zeeland qui, paraît-il, défendit la patrie en 1914, comme il la sauva en 1937.

Or, Van Zeeland, qui se différencie du leader de Rex surtout par son orientation dans la domaine de la politique extérieure (il est l'homme de Londres, tandis que Degrelle est l'homme de Berlin), a su employer contre son adversaire l'alliance conclue entre Rex et les nationalistes flamands. En effet, ces derniers sont connus comme adversaires de l'intégrité territoriale de la Belgique, et Rex, allié à ces partis, se mit dans une position antipatriotique. Mais étant donné la grande influence morale des flamingants dans certaines parties de la Belgique et leur hostilité envers la France, Van Zeeland et ses amis du camp socialiste ont cru bon de les neutraliser en proclamant officiellement la neutralité de la Belgique. En réalité, cette attitude n'empêche pas Van Zeeland de construire pour le compte de l'Angleterre une énorme autostrade stratégique près d'Anvers.

La candidature de Van Zeeland fut également chaleureusement soutenue par les communistes, malgré que Van Zeeland n'ait jamais manqué l'occasion de se déclarer adversaire résolu de ce parti. L'explication de cette attitude des staliniens belges réside évidemment dans les besoins de la politique extérieure de la Russie. On a pu voir cette scène abjecte: les J.G.S., c'est-à-dire les jeunesses socialistes et communistes unifiées, défiler dans les rues de Bruxelles, le poing levé, scandant avec « enthousiasme, le nom du futur Dollfuss belge.

Mais ce qui est plus triste, c'est l'attitude en face de ces élections du Parti Socialiste Révolutionnaire qui était jusqu'à présent le seul en Belgique (à l'exception de quelques petits groupes anarchistes) à pratiquer une politique de lutte de classe. Or, devant la candidature de Van Zeeland, ce parti ne fut pas unanime.

Certains de ses militants se sont montrés adversaires résolus de cette candidature et ont insisté sur la nécessité de présenter une candidature ouvrière, ne fût-ce que pour sauver l'honneur du mouvement socialiste belge. Ils disaient que le développement de Rex se trouvait entravé par le fait même du changement de la conjoncture économique en Belgique depuis les deux dernières années.

Ainsi le camarade Vereecken a écrit dans la *Lutte Ouvrière* du 13 mars :

« *Et quelles seront les conséquences de ce changement dans la situation économique? Les grands bourgeois ont vu la marge de bénéfices augmenter de beaucoup. Ils jugent l'opération selon les résultats. En* 1936, *les sociétés anonymes se partageaient* 1.117 *millions de plus qu'en* 1935. *Le taux des dividendes était de* 6,7 *au lieu de* 3,5. *Ce qui est le plus réjouissant pour eux, c'est que les carnets de commande sont remplis déjà pour plusieurs mois. Il y a de nouveaux bénéfices en perspective. La Bourse, parlons-en. Selon De Man, elle va déjà très fort. C'est un peu pour cela qu'il a eu l'idée ingénieuse d'apporter à la Banque Nationale une réforme de structure et de rafler par l'emprunt les capitaux qui cherchent un placement. Ne parlons pas des banquiers. Pour eux, l'âge d'or est revenu.*

Tous ces messieurs les bourgeois vont se dire et

se disent déjà, qu'après tout, Van Zeeland et De Man font de la bonne besogne.

Et comment cela va-t-il parmi la petite bourgeoisie? Son avenir immédiat n'est plus aussi sombre. Les faillites diminuent de plus en plus. Les traites se paient avec plus de facilité. Le nombre de participants au dernier emprunt a démontré irréfutablement que les classes moyennes y ont participé. La marge des bénéfices n'a pas seulement augmenté pour les gros capitalistes; elle a augmenté aussi, bien que dans des proportions moindres, pour les classes moyennes. Rien que l'augmentation du volume des affaires a amélioré la situation des petits bourgeois. »

Ce même camarade disait dans la *Lutte Ouvrière* du 20 mars:

« *Degrelle peut encore escompter une augmentation de suffrages par l'apport des voix du V.N.V. (Nationalistes flamands) ainsi que par les résultats de sa campagne de propagande effrénée. Mais dès à présent, il est certain que cette campagne des rexistes, malgré les moyens considérables dont ils disposent, n'aura pas les formidables résultats espérés par eux. Sans le concours de facteurs extérieurs — telle la défaite des paysans et ouvriers d'Espagne — ce mouvement entrera dans sa phase de décadence.* »

Cependant que d'autres militants du même parti, avec Dauge et Lesoil à la tête, étaient d'avis qu'il fallait voter pour Van Zeeland contre Rex. Dans la *Lutte Ouvrière* du 20 mars, Dauge dit :

« *J'ai estimé que notre parti doit d'abord songer à battre le plus grand ennemi. Or, le plus grand ennemi, dans la bataille qui se déroule actuellement, c'est Degrelle. C'est lui qu'il faut abattre avant tout et par-dessus tout.*

Les fascistes font bloc autour de lui. Il faut battre Degrelle. Il faut lui barrer la route. Il faut lui infliger une défaite décisive.

Est-il besoin de souligner que nous n'avons aucune espèce de sympathie pour le dénommé Van Zeeland?

Si Degrelle est (pour les travailleurs) l'ennemi public numéro 1 dont il faut chercher la défaite et le recul, Van Zeeland est l'ennemi public numéro 2.

Je n'oublie pas que c'est Van Zeeland qui a sauvé les banques et l'industrie lourde sur le dos des masses laborieuses, avec la complicité des chefs du P.O.B.

Je n'oublie pas que c'est lui qui a fait réprimer, avec des gaz lacrymogènes, la grève des mineurs de Charleroi, en mai 1935.

Je n'oublie pas que c'est lui qui a fait réprimer avec la dernière brutalité les grèves de juin 1936.

Je n'oublie pas que c'est lui qui a le plus manœuvré pour frustrer les travailleurs de leur victoire de juin.

Je n'oublie pas que c'est lui qui a été, en accord avec le roi, le principal artisan des 17 mois...

Je n'oublie pas que c'est lui qui fait protéger sans cesse Degrelle par les gendarmes contre la colère légitime des travailleurs antifascistes.

Je n'oublie pas que c'est un admirateur de Mussolini et des encycliques papales qui prônent le corporatisme.

Je n'oublie pas tout cela.

Et pourtant, le 11 avril, tous ceux qui ne désirent pas verser dans l'ultra-gauchisme voteront sur le nom de Van Zeeland.

Impossible de s'abstenir, car l'abstention serait une attitude criminelle.

C'est un compromis, me crieront beaucoup de camarades, un compromis avec Van Zeeland.

C'est un compromis, oui, mais pas avec Van Zeeland qui ne m'intéresse pas, qui reste pour moi l'ennemi numéro 2.

Oui, le 11 avril, il faut faire un compromis contre Rex, pour abattre Degrelle, pour travailler à la désagrégation de son mouvement.

Après, on verra. »

Malheureusement pour l'honneur du mouvement socialiste belge, le point de vue de Dauge et de ses partisans a eu le dessus, et pour « sauver la démocratie » les travailleurs de Bruxelles ont dû voter pour un admirateur des méthodes mussoliniennes.

L'exemple de Hindenburg est déjà oublié. La leçon des erreurs même les plus coûteuses semble ne plus nous servir.

Déplorons une fois de plus que ni dans la lutte contre la guerre, ni dans celle contre le fascisme, le prolétariat n'ait pas une politique à lui.

I. Mett.

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

ANTOINE GUASSON : **Heures maudites,** et *JEAN PRAUX :* **Immobilosto.**

(*Librairie du Travail*).

On pourrait regretter que ces deux livres viennent un peu tard, si malheureusement la guerre, à l'état de menace, ne se trouvait encore à l'ordre du jour.

Et puis, ils ont bien leur valeur. Leur mérite n'est pas seulement d'avoir été écrits par de vrais prolos: un ajusteur de Tulle, Guasson — un engagé de la Flotte, Parisien de race, Jean Praux. Leurs livres, en effet, chacun dans son genre, se défendent fort bien et il me plaît de les rapprocher en pensant qu'ils ne se ressemblent pas.

Ils sont sans doute sincères tous les deux. Tous les deux, ils regardent la guerre bien en face pour lui dire: non, avec cette lucidité qui crie: nous n'en voulons pas.

Mais *Heures maudites* est le journal de route d'un soldat de la guerre (1914-1915). Jour par jour, Guasson nous raconte avec sobriété les débuts de sa campagne, la retraite de la Marne, les débuts de la guerre de tranchées. Son témoignage est net. Il traduit la réalité avec une conscience, un oubli de soi-même que l'on se plaît à admirer chez les maîtres. Ses visions atroces rapportées avec simplicité, cette manière de traduire la confusion de la retraite ne s'oublient pas. Une grande pitié pour les hommes naît de chaque page. La guerre s'y voit dans sa cruauté stupide, à travers une conscience meurtrie et révoltée.

Immobilosto, c'est au contraire le journal d'un marin. L'auteur est parti, à 18 ans, avec sa blague d'enfant de Paris, pour s'engager à Toulon. Son titre déjà tourne en dérision un sous-ordre buté et persécuteur dans sa manière de commander : immobile aussitôt. Le langage est libre, avec du pittoresque et du sel. L'auteur a servi sur un cuirassé, sur un torpilleur, sur un sous-marin, sur un patrouilleur; il a connu toute la guerre, il a toujours frôlé la mort; il n'a même pas pu satisfaire son rêve de voir de beaux pays. Ce monde bien à part de la marine avec l'esprit de caste et de routine de ses chefs est là tout entier. Jean le Gouin a beau être philosophe: cette forte-tête deviendra un révolté. Il ne se bornera pas à parler familièrement de la mort, c'est le procès de la guerre qu'il fera lorsque, redevenu ouvrier, il se rappellera les prouesses d'Immobilosto.

Ils rumineront ensemble, le fantassin Guasson et lui, leurs vieux souvenirs de « héros » et j'espère bien que se groupera autour d'eux, pour les entendre, la masse des compagnons qui haïssent la guerre sans l'avoir faite.

A. Richard.

RENAISSANCE
DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Après le C.C.N.

Le Comité confédéral national n'a pas mis en cause l'unanimité de la C.G.T. Aucun débat n'a provoqué le heurt des deux grands courants du mouvement syndical unifié. Apparemment, la C.G.T. constitue un bloc solide : l'unanimité de Toulouse continue. Si cette unanimité était réelle, nous serions les premiers à nous en réjouir. Mais que vaut-elle au juste ?

La résolution finale du C.C.N. est un texte banal et sans portée. Elle porte la marque de son auteur, Henry Raynaud, à qui nous connaissions, dans l'ancienne C.G.T.U., le curieux talent de se contredire lui-même sans difficulté. Cette résolution, chacun des membres du C.C.N. a pu la voter sans se compromettre. C'est une manifestation d'unanimité dans le lieu commun. Il n'est vraiment pas difficile de s'entendre quand on laisse les questions épineuses de côté.

C'eût été moins commode si chacun avait parlé à cœur ouvert. Si, par exemple, les militants de l'ancienne C.G.T. avaient dit leur pensée sur les mauvais tours que leur jouent les fractions communistes. Nous avons cité de nombreux exemples pris dans les organisations parisiennes. Nous avons énuméré les grandes Fédérations industrielles déjà conquises, auxquelles nous avons vu, la dernière quinzaine, s'ajouter le Verre et les Cuirs et Peaux. Les ex-confédérés n'ignorent pas que ce sont là autant de résultats d'un travail savant et discret.

Pour savante et discrète qu'elle soit, cette besogne n'a que des rapports assez lointains avec l'unanimité. Mais les militants ex-confédérés n'en parlent pas. Ils estiment que le moment n'est pas venu d'en parler. Ils se taisent par tactique. Ils croient habile de ne pas prendre l'initiative de l'attaque. C'est évidemment leur affaire. Seulement, leur silence fait croire à l'unanimité, et l'unanimité n'existe pas. On s'imagine que tout va bien parce qu'ils ne disent rien. C'est une grande erreur. S'ils voulaient, et s'ils pouvaient parler, on en entendrait de belles !

Il ne serait sans doute pas inutile de montrer l'inexistence de tout accord réel et de bonne foi sur les grandes questions. Encore faudrait-il pouvoir tabler sur des opinions précises de part et d'autre. Or, c'est assez changeant des deux côtés. Notamment du côté ex-unitaire, il est très difficile de saisir les points de vue exacts. C'est qu'on en change souvent ! Aussi souvent qu'il le faut pour maintenir la façade. On a l'ordre de faire l'unanimité. On la fait. C'est précisément ce qui rend l'unanimité extrêmement fragile. Quand les ordres changeront, gare la casse !

Où va-t-on ?

Cet état de choses n'a rien qui puisse nous réjouir. D'abord parce que la fragilité de l'unanimité montre la fragilité de l'unité. Nous savons que l'unité a été réalisée par ordre. C'est seulement lorsque des instructions leur furent données que ceux qui avaient lancé la formule fameuse : « C.G.T. unique, C.G.T. de trahison ! » décidèrent de reformer cette C.G.T. unique avec les « agents de la bourgeoisie ». Demain, le « slogan » de l'unanimité peut faire place au « slogan » de la trahison. Rien ne garantit l'avenir. En fait, l'unité ne dépend pas plus de nous que l'unanimité.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est ce qu'on discerne lorsqu'on examine la marche souterraine du travail des fractions communistes. Ce travail semble animé par l'unique souci de conquérir le plus grand nombre de leviers de commande à la faveur de l'unanimité. Qu'importe s'il faut, pour cela, faire de la surenchère à rebours, de la surenchère réformiste. Quand, à Toulouse, Frachon disait qu'on devait aller dans les ministères, et que, même, on n'y allait pas assez, cela voulait dire : « Paris vaut bien une messe ». La conquête de la C.G.T. vaut bien quelques mois ou même quelques années de plat réformisme.

Nous assistons impuissants à cette conquête, et nous risquons de revivre un jour une nouvelle expérience de C.G.T.U. Je souhaite de me tromper, car l'expérience indique assez ce que cela signifie. Pour reprendre une formule fameuse, il y a de quoi être « épouvanté ». Mais les faits sont les faits.

Une Caisse de grève

Parmi les choses positives — elles sont peu nombreuses —, il faut retenir de ce C.C.N. la mise à l'étude d'une Caisse centrale de grève. C'est une idée pour laquelle nous bataillons depuis longtemps. Nous avons toujours déploré que la solidarité ouvrière ne soit pas une chose organisée et permanente. Il nous semble nécessaire d'augmenter la cotisation confédérale afin d'alimenter régulièrement une Caisse qui assure aux Fédérations et aux Unions un concours sûr, continu et important.

Certains de nos amis regretteront que la création de cette Caisse comporte l'obligation pour les grèves d'être reconnues par les Fédérations et les Unions. N'est-ce pas là une chose très normale ? Quelle que soit l'orientation suivie par le mouvement syndical, ne faut-il pas que celui-ci reste toujours maître de son action ? Ce qu'on peut regretter — et nous l'avons déjà souligné bien des fois — c'est l'absence de stratégie en matière de grève. Quand il existera un fonds de lutte, peut-être pensera-t-on à combler cette lacune.

Plus de Congrès ?

Il y a longtemps que la suppression du Congrès confédéral est dans l'air. Je connais un membre du bureau confédéral qui est depuis plusieurs années partisan de la suppression du Congrès confédéral, tout au moins sous sa forme actuelle. Le nombre croissant de syn-

dicats a, petit à petit, transformé le Congrès en une sorte de démonstration : ce n'est plus un congrès, mais un meeting. L'essor du mouvement syndical depuis juin 1936 donne du poids à cette opinion. On parle aujourd'hui de quelque 12.000 syndicats ayant droit chacun à un délégué. Quelle salle parisienne serait assez vaste pour les réunir ?

C'est un problème matériel. Il est ardu. Le C.C.N. a donné le mandat au bureau et à la C.A. de l'examiner. Mais il ne faudrait pas abuser de la situation pour supprimer la démocratie directe instituée par les fondateurs de la C.G.T. On doit conserver aux syndicats la possibilité de se prononcer directement sur la gestion et sur l'orientation de la Confédération. La première chose à faire, c'est de leur soumettre la question. D'ailleurs, n'est-ce pas la simple application des statuts confédéraux ? La Commission administrative, ni le Comité confédéral national n'ont pas le droit de changer quoi que ce soit à l'organisation du Congrès. Seul le Congrès peut le faire, et encore à condition que l'on suive la procédure établie en matière de modifications des statuts. De toute façon, le prochain Congrès — en 1938 — ne peut qu'être convoqué sur la base actuelle.

Il ne semble pas que le C.C.N. l'ait entendu de cette oreille. C'est un gros danger, croyons-nous. S'il existe encore des organisations soucieuses de l'avenir du mouvement, elles feront bien de se préoccuper de cette question avant qu'il ne soit trop tard.

Haro sur les Techniciens !

Toute une séance du C.C.N. a été consacrée à la Fédération des Techniciens. Il a été question d'organiser cette Fédération en autant de sections qu'il y a de Fédérations industrielles: Métaux, Bâtiment, Produits chimiques, Textile, Sous-sol, etc. Le C.C.N. a confié ce mandat à la C.A. S'il n'y avait là qu'un problème posé en vue d'un meilleur fonctionnement, rien à dire. Mais savez-vous le fin mot ? C'est que la Fédération des Techniciens est une Fédération d'opposition, la seule probablement dans la C.G.T. Ses militants n'ont pas voulu avaler l'arbitrage obligatoire. Dès lors, leur compte est bon. Ex-confédérés et ex-unitaires s'apprêtent à le leur régler. Le moyen le plus sûr, c'est de supprimer la Fédération, ou, en tout cas, de lui enlever le droit de participation à la vie confédérale. Quand la Fédération des Dessinateurs groupait quelques dizaines de membres, elle était représentée au C.C.N. par Doumenq et votait tout comme une autre Fédération. Aujourd'hui, qu'elle s'appelle la Fédération des Techniciens et qu'elle groupe plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, on lui conteste le droit d'exister.

Stérilité

Ainsi, l'unanimité factice possède au moins un avantage pour les chefs des deux bords : celui d'étouffer les voix discordantes. La condamnation de toute opposition éventuelle est bien la seule chose sur laquelle ils soient réellement et pleinement d'accord.

Mais les conséquences ne tardent pas à se manifester. Au lieu de connaître la vie intense que les formidables progrès accomplis en juin sembleraient justifier, nos assemblées syndicales semblent frappées de stérilité. A la réunion des Conseils syndicaux parisiens, Salle de la Mutualité, le 13 avril, après le rapport d'Hénaff sur la dissolution des Ligues factieuses, personne n'eut rien à dire. Or, près de 2.000 militants étaient réunis. Encore un symptôme inquiétant.

M. CHAMBELLAND.

Contre la colonisation de la C. G. T.

Dans la Loire, il n'y a pas de tendances, affirment les ex-unitaires. Mais il y a des cellules habilement manœuvrées ; il y a au bureau de l'U.D. une équipe de militants, tous du même parti, qui a su assurer le monopole de la propagande, et placer à la tête des nouveaux syndicats des « *Amis de l'U.R.S.S.* » ou des nouveaux adeptes du P.C., qui sait mener la bataille pour éliminer des directions syndicales les militants non dociles qui n'acceptent pas les reniements ou les pirouettes des staliniens.

Alors les vieux syndicalistes, les nouveaux qui ne veulent pas laisser domestiquer les syndicats ou l'U.D., ont décidé de réagir. Pour commencer, ils ont créé un journal mensuel : « La Voix syndicaliste », mensuel dont la vie est assurée par la cotisation mensuelle de 10 francs des 100 membres fondateurs, et qui, nous l'espérons, deviendra bi-mensuel, puis hebdomadaire.

« La Voix syndicaliste » est sortie le 26 février. Prière aux amis qui veulent la connaître ou l'aider de s'adresser à U. Thévenon, à Celieu par Grand-Croix (Loire).

La police française au service de Mussolini

Une lettre adressée de Nice, dans le courant de mars, à un de nos camarades, relate un fait particulièrement grave :

« *Avant-hier quatre soldats italiens ont franchi la frontière à Breil après une marche de nuit en montagne. Ils se sont présentés au commissaire spécial pour y être désarmés. L'agent de notre République les a, sous escorte, refourrés dans le train à destination de leur pays où les attend sans doute le sort rigoureux, peut-être tragique, réservé aux déserteurs.*

« *Un fait semblable s'était déjà produit, paraît-il, à l'hôpital Pasteur pendant la guerre d'Ethiopie.*

« *Se pourrait-il qu'il y ait entre les gouvernements français et italien un accord leur permettant de s'affirmer solidaires en pareilles circonstances? Pour un gouvernement fasciste ce serait logique; mais pour un gouvernement Front populaire ce serait dégoûtant.* »

Nous signalons le fait à M. Qui de Droit.

Si le commissaire spécial a fait une politesse à Mussolini qu'il reçoive la sanction nécessaire qu'il mérite.

S'il existe un accord, qu'attend le gouvernement de Front populaire pour le rompre?

L'Indochine sous la botte fasciste

Des nouvelles d'une particulière gravité nous parviennent de Cho-Moi (Long-xuyên). Le flic Bazin, dont nous avons à maintes reprises dénoncé les exploits sanguinaires, ce tortionnaire qui ne parle de Marius Moutet qu'en ricanant, vient de se signaler de nouveau par une expédition guerrière contre les habitants de la paisible délégation de Cho-Moi.

Les témoins de cet acte de guerre, encore sous le coup d'une profonde émotion, nous assurent qu'ils ont revu les scènes révoltantes des années 1930-1931.

Cette invasion de quatre villages par une troupe de miliciens armés jusqu'aux dents et conduits par des policiers français, cette perquisition des demeures en pleine nuit suivie d'arrestations, les cris et les pleurs des femmes et des enfants, l'état de siège qui a duré tout le lendemain: voilà qui nous ramène subitement à six ans en arrière, à une époque des plus tragiques de l'histoire politique de ce pays.

L'expédition guerrière

Le samedi 13 mars, vers quatre heures du matin, alors que les villageois dormaient d'un profond sommeil, une chaloupe de l'administrateur de Long-xuêen accosta à My-luông.

Le commissaire Bazin et plusieurs policiers français probablement appelés de Vinhlong et de Châu-dôc débarquèrent suivis d'une troupe de miliciens.

Ces gens en armes envahirent les villages de Tân-Duc, My-Chanh', My-hung, Kiên-an et vinrent entourer les demeures des personnes suivantes:

Kiêt, Sac, Xu, Doan, Hay, Trong, Tai, Chinh (village de Kiên-an).

Dinh, Phai, Hoành, Lâm (village de Tan-duc).

Trân-van-Long (My-chanh).

Nous n'avons pas la liste entière des noms.

Les maisons sont fouillées de fond en comble. Les autels des ancêtres comme les autels de Jésus (car il y avait des catholiques) ne furent pas épargnés. La moindre jarre de poisson salé devait se vider sous les regards des inquisiteurs.

Peine perdue: les flics ne découvrirent rien de suspect.

Cela n'empêchait pas flics et miliciens de menotter les occupants de ces demeures (cités cidessus).

Ils se dirigèrent ensuite vers la délégation de Cho-Moi, convoquèrent Lê-triêu-Kiêt qui est un des habitants les plus aisés de Kiên-an, ainsi que plusieurs autres.

Ceux-ci eurent le tort de venir. Arrêtés sans aucune explication, tous furent transportés au poste de My-Luông.

Pendant toute la journée du 14, les conquérants firent régner une profonde terreur dans les villages envahis. S'inspirant sans doute de l'exemple des fascistes en Ethiopie, ils pénétraient chez qui ils voulaient, bouleversaient malles et armoires et se répandaient en menaces contre le pays.

Des femmes et des enfants criaient, pleuraient, jetant un émoi indicible dans les rues.

Retournement du gésier et autres tortures

A bord de la chaloupe, alors qu'ils étaient menottés, les hommes arrêtés sont frappés avec la dernière violence par les flics qui s'acharnent surtout sur la personne de Lê-triêu-Kiêt.

L'interrogatoire commence au poste de My-Luông. Il consiste pour les policiers à bourrer leurs victimes de coups. Quand ils ont les muscles fatigués, ils sautent sur les nerfs de bœuf dont ils cinglent les crânes.

Pour sa part, Xù a reçu une soixantaine de coups de nerf de bœuf. Comme ce n'était pas suffisant, Bazin et un policier noir lui infligèrent le retournement du gésier. Binh, visé surtout à l'abdomen, souffre atrocement aujourd'hui encore des entrailles.

Bazin et ses hommes frappent comme des brutes, défigurant les visages, paralysant les jambes.

Celui qu'ils « soignent » particulièrement, c'est Lê-triêu-Kiêt qui perd connaissance à plusieurs reprises. Vers 5 heures de l'après-midi, Bazin le misérable oblige encore sa victime à sauter sur des cailloux les bras levés en lui disant: « Aujourd'hui Godart part! Salue, mon cochon! » Comme Kiêt perd connaissance une nouvelle fois, Bazin le ranime en lui appliquant le bout de sa cigarette allumée sur le nez.

Ces messieurs, las de frapper, se font servir à boire. Ils sont quatre. Bazin et trois autres Français, qui rigolent franchement en interrompant de temps à autre leur apéritif par un passage à tabac. Les victimes reçoivent l'ordre de se hausser sur la pointe des pieds et de saluer à la fasciste pour la plus grande joie des tortionnaires.

A trois heures du matin, le lundi, Bazin transporte Kiêt à l'hôpital. Les autres arrêtés furent embarqués dans un panier à salade en direction de Sadec.

Pourquoi cet exploit de guerre ?

Cette affaire s'est déclenchée à la suite d'une histoire... d'épée! Le huong qua g Linh, un notable décoré, provocateur attitré, exhorta son neveu Meo à dénoncer plusieurs habitants de Cho-Moi comme formant une société secrète détentrice d'une arme terrible: une épée.

Cette épée doit être magique puisque, malgré tout leur zèle, policiers et miliciens ne sont pas arrivés à la découvrir chez les « comploteurs » après des heures et des heures de fouille.

Une expédition guerrière de cette envergure aurait dû se justifier par des crimes en série, des actes de piraterie sanglants, une organisation de caractère insurrectionnel.

Or, il n'y a rien, absolument rien, si l'on n'accorde aucune importance à cette histoire idiote, d'épée ou de sabre, inventée par un provocateur à l'imagination bornée.

Il a suffi de l'intervention d'un avocat réclamant la lumière pour que soient relâchés tous les torturés, sauf un.

Mais ces hommes paisibles ont été pendant deux jours entre les griffes de Bazin et de ses hommes. Ils ont subi des tortures sans nom, reçu des coups en nombre tel qu'ils vont souffrir de maladies pendant des années. Le « retournement du gésier » est un de ces supplices qui font cracher du sang aux poitrines les plus robustes.

Nous réclamons en vain l'épuration de l'Administration et de la police indochinoise. Bazin est un flic notoirement fasciste qui ne se gêne pas le moins du monde pour se payer la tête de leurs Excellences les Ministres socialistes devant ceux qu'il brutalise.

Chaque fois que nous dénonçons les agissements odieux d'un de ses subordonnés, M. Pagès s'empresse de le défendre.

---

(1) *La Lutte* (de Saïgon) du 18 mars 1937.

Nul doute que la brute Bazin serait récompensé sous peu!

Néanmoins, nous sommes décidés à défendre les victimes de Bazin jusqu'au bout.

Nous demandons à tous ceux qui ont été torturés par ce commissaire de nous écrire.

Qu'ils nous racontent en quel moment et dans quelles circonstances ils ont été arrêtés, martyrisés, pour que nous puissions constituer un dossier pour nos camarades des organisations ouvrières de France.

De mieux en mieux

Et cela continue.

Après la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, après la fusillade de Metlaoui, le gouvernement fait dissoudre le Parti d'Action Marocaine!

Nos amis marocains, se souvenant que nous leur avions promis les libertés démocratiques et soucieux d'agir dans la légalité, avaient tenu à donner à leur mouvement le caractère d'un *parti* à l'occidentale, calqué directement sur notre parti socialiste. Il paraît que c'est cela leur crime!

Ecoutez les considérants de l'arrêté du 18 mars: « *Cette association, par des manifestes, par la délivrance de cartes d'adhérents, par des paiements de cotisations et par la prestation de serment de tous ses membres, a gravement porté atteinte à l'autorité du sultan* (sic). »

Magnifique, n'est-ce pas? Ajoutez à cela que le général Noguès, cette brute galonnée que le Front populaire a envoyée au Maroc, a convoqué les dirigeants de l'organisation dissoute pour leur dire: « *Si vous n'évacuez pas votre siège, j'emploierai la force.* » Voulait-on d'un nouveau Metlaoui, d'un nouveau Clichy?

Comme il faut bien maintenant essayer de justifier le coup de force, on insinue, comme on l'avait déjà fait pour l'Etoile Nord-Africaine, que le Parti d'Action Marocaine a des attaches avec le fascisme. Contre cette misérable calomnie, nos amis marocains protestent avec indignation. Dans le numéro du 3 avril de leur journal, l'*Action Populaire,* ils écrivent: « *Les membres du Parti sont profondément démocrates et ils ne peuvent avoir aucune communauté d'idées ou de pensée avec une doctrine basée sur la violence et la destruction de toute liberté humaine... Ni économiquement, ni politiquement, nous ne pourrons admettre la moindre similitude avec l'idéal fasciste qui n'est que le prolongement de l'oppression capitaliste, dont les peuples coloniaux ont eu à souffrir depuis que la colonisation existe...* »

Si quelqu'un, au Maroc, a fait le jeu du fascisme, ce n'est pas le Parti d'Action Marocaine, mais bien *notre propre impérialisme.* Il n'est pas de meilleure réplique à la dissolution du 18 mars que de révéler certains faits. L'été dernier, nos amis du Parti d'Action Marocaine s'étaient offerts pour organiser un soulèvement de la zone espagnole contre Franco, à condition que le gouvernement républicain d'Espagne accorde à l'avance une certaine autonomie, certaines libertés à la zone espagnole. Mais *l'impérialisme français a fait pression sur le gouvernement républicain d'Espagne pour que cette autonomie et ces libertés ne soient pas accordées.* Messieurs les généraux, messieurs les administrateurs de la Banque de Paris et des Pays-Bas (si directement intéressés au maintien de la tyrannie dans le Maroc français) craignaient en effet que l'octroi de libertés à la zone espagnole ne fasse tache d'huile, que la zone française ne puisse résister à la contagion. Plutôt la victoire de Franco qu'un Maroc un peu plus libre!

Qui donc, s'il vous plaît, s'est fait, en l'occurrence, le complice du fascisme?

Au moment où nos amis marocains voient leur organisation dissoute, affirmons-leur toute notre active solidarité, qu'ils ne s'imaginent pas que nous sommes mieux traités qu'eux. Ici, on saisit nos journaux, on traîne dans la boue les meilleurs de nos militants. Contre l'adversaire capitaliste et impérialiste, la lutte devient plus rude.

Daniel GUÉRIN.

P. S. — L'Etoile Nord-Africaine dissoute s'était transformée en un parti, également calqué sur nos partis occidentaux. On la poursuit maintenant pour « reconstitution de ligue dissoute »; on l'assimile aux formations paramilitaires du colonel de La Rocque. A la fois bouffon et triste.

J'apprends, d'autre part, qu'il est question, sur la foi de rapports mensongers envoyés par l'administration coloniale fasciste, de dissoudre également le vaillant groupe de la *Lutte* de Saïgon. Ainsi, l'un après l'autre, tous les groupements, qui sont à la pointe du combat pour l'émancipation des peuples coloniaux, voient s'abattre sur eux la répression. Plusieurs des rédacteurs de la *Lutte* sont communistes. Nous verrons si nos amis communistes prendront la défense de ce groupe avec autant de mollesse (c'est le moins qu'on puisse dire) qu'ils l'ont fait pour l'Etoile Nord-Africaine et le Comité d'Action Marocaine.

Les gars du bâtiment contre le fascisme colonial et la guerre

Copie d'une lettre adressée à Léon Blum par le Conseil syndical du Syndicat du Bâtiment de Saintes (Charente-Inférieure) adhérant à la C.G.T:

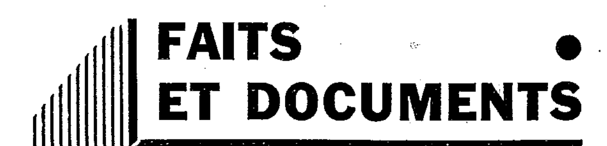
Le Conseil syndical, réuni en assemblée générale le 5 mars 1937, se déclare solidaire des camarades grévistes de Metlaoui, en lutte pour leurs justes revendications, et proteste avec force contre les mesures de répression des représentants du gouvernement de Front populaire, qui se sont traduites par l'assasinat de 19 travailleurs et la mutilation de nombreux autres.

Rappelle au Gouvernement, issu de la volonté du peuple, les promesses antérieures, notamment vis-à-vis des peuples coloniaux, opprimés par le colonialisme impérialiste, d'une politique de libéralisme.

Considérant que des mesures, comme les assassinats de Metlaoui, la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, les menées répressives en Indochine, sont contraires aux principes de Front populaire, le Conseil se désolidarise du Gouvernement.

Le Conseil syndical proteste aussi contre le projet de loi Dézarnaulds, tendant à rendre obligatoire la préparation militaire de 18 à 20 ans, considérant que cela équivaut à la préparation psychologique des esprits à la guerre.

Espère que des faits semblables à ceux de Metlaoui ne se renouvelleront pas.



FAITS ET DOCUMENTS

Chez les métallos

Voici le texte de la résolution votée à l'unanimité par le Comité National de la Fédération des Métaux[e]:

Le Comité National de la Fédération des Métaux, réuni le 18 avril, affirme sa résolution de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre entreprise par le mouvement syndical.

Le Comité national rappelle que l'unité syndicale reconstituée et l'avènement du Rassemblement populaire ont permis de réaliser toute une série de réformes importantes dont bénéficient présentement les travailleurs de la métallurgie.

Ces réformes, qui s'inscrivent dans le cadre du régime capitaliste, nécessitent l'attention constante et vigilante du mouvement syndical et, selon l'expérience déjà acquise, la nécessité d'une action pour en assurer une application totale et réelle.

La nouvelle législation sociale ne doit pas être violée constamment par le patronat.

Le Comité national prend l'engagement de se dresser contre toute atteinte portée aux lois sociales et aux avantages acquis. Il souligne devant les pouvoirs publics la nécessité de prendre des mesures contre les patrons qui, contrairement aux lois, prononcent des lock-out.

Il reconnaît volontiers les efforts faits par le Front populaire en faveur des intérêts du monde du Travail, mais il estime indispensable que ceux-ci soient poursuivis inlassablement jusqu'à l'accomplissement total du programme qui nous unit dans le sein du Rassemblement.

Il demande toutefois, d'une façon impérative, que le décret du 16 janvier 1937 soit modifié dans le sens de la simplification de la procédure de conciliation qui, par sa lenteur, irrite les travailleurs. Il demande également l'application obligatoire de la circulaire du ministre du Travail du 17 février, à la demande d'une des deux parties.

Le Comité national, animé par le souci de servir les intérêts qui lui sont confiés, estime que l'économie forme un tout composé de cellules actives et que, sous peine de rupture dans son évolution, il est indispensable de répandre les bienfaits de la refonte économique sur l'ensemble des catégories sociales, y compris les plus déshéritées.

Les revendications générales

Le Comité national rappelle toutes les revendications incluses dans les résolutions de son dernier congrès national. En conséquence, il réclame:

1° La retraite pour les vieux travailleurs;

2° L'institution d'un fonds national de chômage et l'élévation immédiate du taux des allocations;

3° La création d'une caisse de compensation pour les congés payés et la participation de nos organisations syndicales à la gestion de cette caisse ainsi qu'à celle des allocations familiales;

4° L'institution de cours et d'écoles de rééducation professionnelle avec la participation et le contrôle des délégués syndicaux;

5° L'augmentation du nombre des inspecteurs dans l'accomplissement de leurs fonctions;

6° L'application intégrale des 40 heures, la suppression des abus des dérogations et des récupérations;

7° L'extension des lois sociales aux colonies, pays de protectorat, et paiement des allocations familiales aux coloniaux travaillant dans la métropole;

8° L'interdiction du cumul (appelé travail noir);

9° Le paiement des heures de dérogation accordées au titre du paragraphe 8 de l'article 9 chez les artisans;

10° L'élévation du plafond pour les assurances sociales et des bases de dégrèvement pour l'impôt sur les salaires.

L'échelle mobile des salaires

Le Comité national estime indispensable de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, la hausse injustifiée des prix étant une menace constante dirigée contre le standard de vie des ouvriers. Il souligne la nécessité d'y mettre un terme par une lutte soutenue des pouvoirs publics contre la spéculation.

Constatant d'autre part les difficultés rencontrées pour les rajustements de salaires par rapport à l'augmentation du coût de la vie, et à seule fin d'éviter des conflits préjudiciables à la reprise économique, le Comité national réclame instamment l'application de l'échelle mobile, sans préjudice des profits normaux découlant des progrès sociaux et techniques dont doivent bénéficier les travailleurs.

Il serait désireux que cette mesure d'ordre général soit prise sous l'angle législatif, mais ne pouvant attendre indéfiniment, il décide de se servir du renouvellement des conventions collectives pour y introduire cette légitime revendication.

Les réformes de structure

Le Comité national ayant examiné la situation intérieure sur le plan de son industrie, enregistre avec satisfaction les avantages substantiels acquis dans ces derniers mois par l'action conjuguée des forces du Rassemblement populaire. Cependant, fidèle à ses affirmations de principe, il pense que la conjoncture économique appelle les réformes de structure contenues dans le plan de la C.G.T.

Se référant sur ce point à la résolution du Comité confédéral national des 12 et 13 avril, dont il approuve les termes, le Comité national s'engage à œuvrer dans ce sens jusqu'à l'aboutissement de ces réformes.

Dès maintenant, il œuvrera pour qu'au moment du renouvellement des conventions collectives soit admis le contrôle de l'embauchage et du débauchage par les délégués ouvriers.

Le Comité national affirme son attachement inébranlable à la politique de paix, fidèle en cela aux vieilles traditions de la Fédération des Métaux.

Le Comité national envoie son salut fraternel aux héroïques défenseurs de la liberté en Espagne et les assure que les conséquences entraînées par les tolérances de la démocratie espagnole à l'égard du fascisme serviront de leçon à sa sœur, la démocratie française. En conséquence, il réclame la dissolution immédiate des ligues reconstituées sous des appellations différentes, menace constante contre la paix intérieure. Il demande la cessation du blocus à sens unique.

L'unité internationale

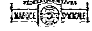
Il rappelle en outre la nécessité de réaliser sans retard l'unité internationale. A cet effet, il mandate ses représentants au prochain conseil central de l'Internationale des métallurgistes pour qu'ils soutiennent la résolution sur l'unité internationale votée à l'unanimité par le Congrès fédéral de novembre 1936.

Le Comité national de la Fédération des métaux, conscient de la force qu'il représente, rappelle à ses syndicats qu'il est nécessaire d'avertir la Fédération avant d'engager une grève, considérant que dans la situation présente la discipline de tous est le facteur principal pour assurer le succès des luttes qui s'engagent ou s'engageront.

Sous aucun prétexte, nous ne devons tomber dans les pièges qui nous sont tendus. Confiance et discipline permettront de les déjouer.

Ainsi nous atteindrons le but que nous nous sommes fixés: toujours plus de bien-être et de liberté.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).